
REVUE INTERNATIONALE

de la Croix-Rouge

Colonel BOHNY,

Président de la Croix-Rouge suisse.

Les infirmières en Suisse.

Il est assez compréhensible qu'en raison de la position resserrée et des limites étroites de la Suisse, notre pays se soit adapté souvent dans le domaine du développement des professions scientifiques aux conditions usitées à l'étranger. La profession de garde-malade libre constitue toutefois une exception ; elle a poursuivi en Suisse son développement en toute indépendance des Etats limitrophes.

Les soins aux malades ont été en fonction directe de la manière de concevoir le traitement médical et de son degré de perfectionnement. La Suisse n'a jamais manqué de bonnes facultés de médecine ni d'hôpitaux nombreux et bien organisés. Mais, de même que dans les autres pays, ce n'est guère qu'à la fin du siècle dernier qu'a été reconnu le rôle éminent joué dans le processus de la guérison par la manière de soigner les malades. C'est à la suite de cette constatation, que se produit en Suisse tout le développement de la question des infirmières.

Situation antérieure.

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, on ne pouvait, à peu d'exceptions près, arriver à la profession de garde-malade que par deux voies. La première était celle qu'offraient des institutions strictement confessionnelles, catholiques ou réformées. Les institutions catholiques étaient dirigées sévèrement selon des règles monastiques, et les institutions réformées ne différaient des premières que par quelques formalités extérieures. L'éducation

Colonel Bohny.

religieuse était le principe essentiel et l'instruction médicale lui était nettement subordonnée.

Parmi les écoles protestantes, il faut mentionner les maisons de diaconesses de Riehen (fondée en 1852), de St Loup (fondée en 1857), de Neumunster à Zurich, la maison des diaconesses de Berne et la maison des diacres de Bâle.

La congrégation catholique des sœurs de la Ste Croix, à Ingenbohl, disposait de nombreuses infirmières, alors que les sœurs catholiques de Menzingen et d'Ilanz ne se consacraient qu'en petit nombre aux soins aux malades.

Dans ces deux catégories d'institutions, le caractère individuel de chaque infirmière n'était pas mis en valeur, son libre développement était entravé. La pauvreté volontaire, le célibat et la subordination à l'église sous les règles de la maison-mère étaient confirmés par des vœux.

Toute rétribution et, de ce fait, toute indépendance sociale était exclue. Le devoir des soins aux malades se fondait sur la conception de la miséricorde chrétienne. Ces forces de travail constituaient pour les maisons-mères une source de revenus qui n'était pas à négliger ; et les hôpitaux qui se trouvaient en proie à des difficultés financières étaient également remis aux maisons-mères.

Il existait un second moyen de devenir garde-malade :

Les personnes qu'intéressait la question des soins à apporter aux malades, trouvaient d'une façon ou de l'autre accès dans les hôpitaux et avançaient peu à peu d'un simple service auxiliaire ou manuel au poste d'infirmières de section ; elles s'efforçaient d'acquérir par leurs propres moyens la routine nécessaire. Ces infirmières dépassaient rarement le rang de simples auxiliaires.

Dans l'une et l'autre des catégories qui viennent d'être indiquées, manquait presque toujours un enseignement fécond. Le degré d'instruction générale antérieure était également très modeste. En outre, la situation matérielle et sociale des infirmières restait fort précaire. Le personnel infirmier masculin ne se trouvait d'ailleurs pas dans une situation meilleure. Les

Les infirmières en Suisse.

rare maisons de diacres se préoccupaient fort peu de l'instruction dans le métier de garde-malade, et les infirmiers employés librement dans les hôpitaux ne possédaient pas, pour la plus large part, ces données fondamentales qui sont absolument nécessaires pour développer l'instruction de l'infirmier désireux de s'élever au-dessus du niveau de simple adjoint. Ainsi, à peu d'exceptions près, le métier de garde-malade se trouvait tout entier entre les mains d'ordres religieux.

Les précurseurs des écoles d'infirmières actuelles.

L'école d'infirmières de « La Source » à Lausanne qui, il est vrai ne visait qu'une minime partie du personnel infirmier, constituait l'une de ces exceptions. Cette école de gardes-malades fut fondée en 1859 déjà, à Lausanne, par la comtesse de Gasparin, qu'inspirait un esprit profondément religieux. Ce fut la première tentative de séparer l'activité de garde-malade du caractère d'ordre religieux des diaconesses. L'inspiration nettement religieuse et l'insuffisance d'un enseignement minutieux subsistaient encore.

Aux environs de l'année 1880, fut créée à Zurich la Maison des sœurs de la Croix-Rouge, fondation religieuse également, organisée par l'Association pour le christianisme libre. Cette école est encore organisée selon le principe des maisons-mères, et les sœurs n'y obtiennent leur diplôme qu'en s'engageant à servir 5 ans au moins.

Ajoutons ici que la maison des sœurs de la Croix-Rouge n'a rien à faire avec la Croix-Rouge suisse. Elle s'est désignée ainsi de son propre gré ; l'autorisation de porter ce nom lui a été, il est vrai, assurée dans la suite par la loi fédérale pour la protection du nom et du signe de la Croix-Rouge, du 14 avril 1910.

Evolution ultérieure.

La transformation complète de l'activité des gardes-malades en Suisse eut lieu à la fin du siècle dernier et s'est accomplie en un laps de temps relativement court. Deux facteurs jouèrent à ce propos un rôle important :

Colonel Bohny.

1) Les progrès extraordinaires réalisés en médecine, qui firent prendre nettement conscience de l'étroite collaboration existant entre le traitement médical et les soins à donner aux malades.

2) Le besoin toujours accru pour les femmes de trouver des activités professionnelles.

C'est ainsi que la Croix-Rouge suisse créa en 1899 une école d'infirmières sous le titre de « Fondation de la Croix-Rouge pour les soins aux malades Bern-Lindenhof ».

Pour instruire ces infirmières, la fondation du Lindenhof possède elle-même un vaste hôpital destiné à la formation de ces élèves, qui d'ailleurs poursuivent également leur éducation dans une série de cliniques choisies parmi les mieux installées ; elles restent sous la surveillance de directrices expérimentées, formées elles-mêmes à l'école.

De 1899 à 1924, 500 élèves du Lindenhof ont obtenu le diplôme d'infirmières de la Croix-Rouge.

En 1901, la Société d'utilité publique féminine suisse créa une nouvelle école à Zurich et la dénomma « Ecole d'infirmières suisses, Zurich ». Cette école administre également un hôpital spécial dans lequel les femmes seules sont admises et où seules, en principe, des femmes-médecins y traitent des malades. Cette école envoie également ses élèves, après la première année d'études, poursuivre leur instruction dans d'autres hôpitaux, tout en continuant à les surveiller.

Toutes ces écoles s'étaient développées jusqu'ici par leurs propres moyens ou grâce à une aide privée.

Aide de la Confédération.

En 1903, cette activité entra dans une phase nouvelle, d'une grande portée au point de vue des principes : par décret fédéral du 25 juin 1903, la Confédération suisse se déclara prête à soutenir financièrement les institutions qui s'engageaient à mettre à la disposition du service de santé de l'armée, pour le cas de mobilisation ou de guerre, des infirmières expérimentées.

En même temps, la Croix-Rouge suisse fut désignée comme office central pour l'aide volontaire, et la Confédération continua

Les infirmières en Suisse.

dès lors à être en relations avec les écoles d'infirmières par l'entremise de la Croix-Rouge suisse. Cette dernière assura ainsi la direction officielle d'une partie de l'activité des infirmières et élargit d'elle-même le programme des devoirs qui lui incombaient en mettant également des infirmières à la disposition des autorités officielles pour le cas d'épidémies.

L'œuvre des infirmières en Suisse revêt, de ce fait, un caractère tout particulier : l'Etat soutient les écoles d'infirmières reconnues par lui et la Croix-Rouge assume la haute surveillance des maisons consacrées à cet enseignement. Par la suite, d'autres écoles, avec l'assentiment de la Croix-Rouge suisse se joignirent au cercle de ces institutions subventionnées. Tel fut le cas de la congrégation des sœurs miséricordieuses de la Ste Croix à Ingenbohl, qui possède des infirmières expérimentées, vouées spécialement aux soins dans les hôpitaux. En 1913, l'institut monastique de Baldegg qui, à côté des sœurs de l'ordre, forme également des infirmières libres, ouvrit une nouvelle école, ainsi que l'institut interconfessionnel d'Engeried à Berne, fondation du « Verein für Kirchliche Liebestätigkeit ». Ainsi le chiffre des écoles subventionnées par la Confédération et se trouvant sous le contrôle de la Croix-Rouge s'élève à sept.

Alliance des gardes-malades suisses.

Ainsi que nous l'avons signalé plus haut, il existait à côté de ces infirmières sorties des écoles, de nombreuses gardes-malades professionnelles qui s'étaient formées par leur propre expérience. Comme il n'y avait pas jusqu'ici de contrôle officiel de ce personnel, il constituait en une certaine mesure un danger pour la réputation des gardes-malades en Suisse. C'est pour remédier à cet état de choses que, sur l'initiative de la Croix-Rouge, le personnel infirmier suisse tout entier (y compris les véritables gardes-malades formées par les écoles) fonda en 1910 l'Alliance suisse de gardes-malades, qui compte aujourd'hui 8 sections, groupant 1,700 membres et qui englobe ainsi tout le territoire de la Confédération. Cette Association a pour but de maintenir l'aptitude professionnelle et de veiller à l'amé-

Colonel Bohny.

lioration sociale et financière du personnel. Les gardes-malades désireux de faire partie de cette Union doivent se soumettre à un examen sévère effectué sous le contrôle de la Croix-Rouge. Bien entendu, les membres qui ont déjà subi avec succès leurs examens dans les écoles mentionnées plus haut en sont dispensés. L'Alliance des gardes-malades veille aussi, par une analyse consciencieuse des candidatures, que seules soient admises dans son sein les personnes présentant toutes les garanties nécessaires au point de vue professionnel et moral. En même temps, l'Alliance des gardes-malades se préoccupe, par l'installation de plusieurs bureaux de placement, de maintenir la balance égale entre les offres et les demandes. Ainsi elle atteint un double but : le public qui s'adresse aux bureaux de placement des écoles et de l'Alliance des gardes-malades est certain d'obtenir des infirmières aptes, à tous points de vue ; et l'infirmière capable, d'autre part, trouve de son côté une occupation assurée.

La Croix-Rouge en tant que directrice de l'ensemble de l'œuvre des gardes-malades.

Le fait que la Croix-Rouge a pris sous son patronage spécial l'Alliance des gardes-malades en qualité d'organisation auxiliaire, et qu'elle lui apporte par là une ample protection à l'intérieur du pays et à l'étranger, a été une décision de la plus haute importance. Par le fait de cette démarche, la Croix-Rouge a pris aussi sous sa surveillance des éléments qui, sans avoir suivi l'une de ces écoles, mais à la suite d'une formation personnelle, ont réussi à passer l'examen final ; et l'on peut dire avec raison que la Croix-Rouge a pris par là la direction de l'activité des gardes-malades.

Tout récemment, la Croix-Rouge a précisé cette situation en convoquant en conférence les représentants de toutes les écoles d'infirmières et de l'Alliance des gardes-malades. Au cours de cette réunion, les directives établies par la Croix-Rouge pour une instruction uniforme des infirmières ont été développées, et leur valeur fut reconnue par tous les délégués. Ces directives seraient particulièrement aptes à donner un aperçu de l'état

Les infirmières en Suisse.

de l'instruction des infirmières en Suisse, mais leur publication in extenso dépasserait le cadre de cette étude. Un aperçu rapide suffira à faire connaître le sens, la signification et l'esprit de cette institution.

Conditions d'admission.

Les écoles d'infirmières suisses se recrutent pour la plupart parmi les classes moyennes ; les milieux aisés y sont également représentés. Les conditions d'admission sont, d'une manière générale, la fréquentation des écoles publiques supérieures suisses dont l'excellent développement pédagogique correspond à celui des High Schools en Amérique. Le cycle d'études comprend, depuis 20 ans environ, trois années d'enseignement, dont la première est consacrée principalement à une instruction théorique fondamentale, et à l'introduction au travail général des gardes-malades ; les deux années suivantes sont vouées à l'enseignement pratique dans les hôpitaux sous la surveillance des écoles. Le cadre de cet enseignement théorique a été élaboré à fond grâce à une longue expérience. L'instruction doit se conformer aux progrès des recherches médicales, et l'on admet chez nous qu'une infirmière doit, au point de vue des connaissances médicales, s'élever au-dessus du niveau moyen de l'instruction de ses patients. Par contre, l'on est grandement revenu, en Suisse, d'un enseignement trop poussé et trop spécialisé au cours de la période d'instruction. Cette crise de croissance est actuellement conjurée. Nous nous efforçons, en Suisse, non seulement de nous attacher aux capacités ou à la science, mais bien plus à la compréhension ; nous écartons tout ce qui surcharge la mémoire et adaptons bien plus notre enseignement théorique à l'enseignement pratique. L'infirmière ne doit pas être seulement un sous-ordre du médecin, mais une aidé compréhensive. Les infirmières attirées par des branches spéciales, tels que : soins durant la période de l'accouchement, soins aux nourrissons, aux enfants, traitement Roentgen, massages, services de secours de tous genres, ne peuvent s'y vouer spécialement qu'après avoir terminé leurs trois ans d'apprentissage. Toutefois, l'on attire vivement l'attention dans

Colonel Bohny.

les écoles sur l'activité future des sœurs et des gardes-malades en tant qu'infirmières visiteuses (de district). Le seul fait que les écoles d'infirmières soient placées sous la protection de la Croix-Rouge, qui inscrit sur son drapeau l'amour du prochain, témoigne qu'en Suisse, une attention toute spéciale est apportée à l'éducation morale des infirmières : l'on apprend d'emblée aux infirmières à soigner leurs malades non seulement avec leur raison, mais avec toute leur âme.

La Croix-Rouge suisse croit avoir assigné ainsi de bonnes directives à l'instruction de ses infirmières, et cette opinion semble trouver sa confirmation dans le fait que les demandes d'infirmières suisses sont toujours nombreuses. Nous sommes heureux de constater que nos infirmières sont également agréées volontiers dans les hôpitaux de l'étranger. Tout un contingent d'infirmières, formées par nos écoles, travaillent actuellement dans les hôpitaux américains.

Examen d'Etat.

Il manque encore, en Suisse, comme dans la plupart des Etats d'ailleurs, un point important dans la question des gardes-malades : l'officialisation de la profession de garde-malade.

L'Alliance des gardes-malades suisses a cependant entrepris dès 1920 des démarches afin de faire dépendre l'autorisation d'exercer la profession de garde-malade d'un examen d'Etat. La complexité de l'organisation suisse, qui se compose de 22 cantons, n'a pas permis de donner à ce postulat une suite favorable, bien qu'en divers cantons, cette suggestion paraisse prête à se réaliser de façon effective. Entre temps, l'Alliance des gardes-malades a entrepris d'agir personnellement en ne procurant, en réponse aux demandes qui lui parviennent, que les personnes reconnues capables et en procédant elle-même aux examens nécessaires.

Signalons d'autre part, à titre de remarque, qu'à la Conférence de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge à Genève en 1921, la Suisse a été la première d'entre les pays à demander l'entrée en vigueur de l'examen d'Etat pour les infirmières.

Les infirmières en Suisse.

Cette proposition fut à ce moment-là repoussée, en particulier par la France et la Belgique. Nous avons été d'autant plus heureux de voir que c'est la France qui vient d'instaurer maintenant cet examen d'Etat — après deux années d'instruction seulement, il est vrai.

Des considérations que nous avons exposées, il ressort que le développement de la question des gardes-malades en Suisse s'est révélée dans toute son ampleur de bonne heure et dans une période de temps très courte.

C'est ainsi que la Suisse a devancé la plupart des autres pays, en ce qui concerne par exemple les conditions exigées pour la formation des gardes-malades. Si paradoxal que cela puisse paraître, la raison en est peut-être que les organisations individuelles, auxquelles était confiée alors la direction des écoles, n'ont pas été entravées dans leur évolution par des décrets officiels. Mais aujourd'hui, où le développement de la question des infirmiers paraît être à la hauteur des exigences que la médecine lui impose, le besoin d'une protection de l'Etat et d'une réglementation unique est devenue une nécessité, et nous attendons avec espoir que cette catégorie de la science médicale soit, elle aussi, réglementée officiellement par les autorités suisses.